



Le 17 dans la rue pour faire payer le patronat

Depuis 2021, les prix des produits de première nécessité augmentent. Il suffit de voir le prix de l'essence, mais aussi celui de l'énergie et de l'alimentation... Produits dont nous ne pouvons pas nous passer. Aujourd'hui faire le plein coûte presque deux fois plus cher qu'en octobre 2018... lorsque que le mouvement des Gilets Jaunes a éclaté !

La crise sanitaire a déclenché une crise économique qui a mis au chômage des dizaines de milliers de personnes.

Et comme dans toutes les crises, les plus riches en ont profité.

Les 20 personnes les plus riches de la planète cumulent désormais une fortune globale de plus de 1 928 milliards de dollars... Soit une hausse de plus de 62% !

Dans le même temps, le SMIC n'a été augmenté que de quelques dizaine d'euros ... le fameux ruissellement fonctionne à l'envers !

De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat

On peut se demander où se trouve l'argent qu'il nous manque pour boucler nos fins de mois, pour augmenter nos salaires, pour embaucher des salarié-es ?

La guerre en Ukraine en cours nous a appris que nombre de patrons russes avaient des richesses en France et qu'il était tout à fait possible en quelques jours de leur confisquer leur richesses.

Pourquoi ne pas faire la même avec nos patrons Français ?

C'est bien nous, les travailleurs et les travailleuses qui créons ces richesses et les patrons, les actionnaires qui s'accaparent les profits : récupérons notre dû !

Avant que tout ne soit privatisé...

On nous avait dit que la privatisation des services publics allait faire baisser les prix, mensonges !

Pourtant l'ensemble des politiques publiques continue dans une logique de privatisation des services publics rentables en les offrant à des actionnaires privés qui s'enrichissent en cassant nos conquêtes sociales ainsi que nos (ex) services publics SNCF, EDF- GDF, Autoroute, Poste et Télécom, etc ...

Il fut un temps où ces entreprises étaient nationalisées, soit sous contrôle de l'Etat.

Nous constatons que quand l'Etat gère les services publics, il finit par donner les plus rentables à des actionnaires sans notre avis alors que sans nous, il n'y aurait pas ces productions et ces services.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui devrions les contrôler : récupérons nos services publics

et gérons les nous-mêmes démocratiquement sans l'Etat au service du patronat.

...Révoltons nous !

Comme de nombreux-euses salarié-es en France depuis décembre qui se battent pour les salaires et l'emploi (Leroy Merlin, SNCF, Tipiak, Air Liquide...), **un jour il faudra dire « Non ! » collectivement**, avec nos collègues, se mettre en grève pour montrer aux exploités - et nous montrer à nous-mêmes - que c'est nous qui faisons tourner cette société, de l'hôpital aux champs en passant par l'usine et les boutiques, **que sans nous ils ne sont rien et que nous n'avons pas besoin d'eux.**

Nous pourrons alors réfléchir à un monde qui pense d'abord aux besoins de chacun et chacune au lieu de penser au profit d'une minorité, une société où le temps de travail serait réparti, la richesse aussi...

Bref une société débarrassée du capitalisme, ce système qui tue les êtres humains et la planète !

ne pas jeter sur la voie publique SVP



ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL

- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM..... PRÉNOM.....
TÉL. E-MAIL
ADRESSE.....

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19